



Un pas en avant, deux pas en arrière !

La leçon de ce CSE serait de se dire que rien ne remplace une concertation efficace avec les salarié-es et que les progrès éditoriaux ou technologiques ne pourront se faire harmonieusement sans prendre le pouls du terrain, en balayant d'un revers de manche les besoins, les inquiétudes ou les idées des salarié-es.

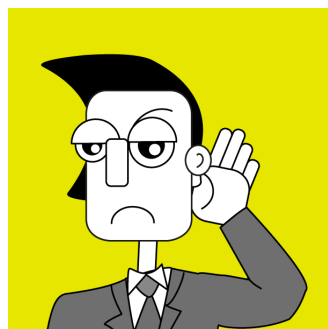
Preuve en est, cette avancée poussive des réformes, comme la stratégie numérique ou ces rétropédalages peu productifs, comme le projet Tempo, ou encore des choix de matériel qui manquent de pertinence pour les équipes...

Que d'énergie déployée, que de crispations et de temps perdu. Le directeur du réseau, **Philippe Martinetti**, veut nous rassurer dans ce sens. Son premier souci est bien d'écouter les salarié-es.

Nous espérons avancer ensemble pour 2023, sur le même Tempo et que la direction du réseau, en bon chef d'orchestre, puisse rassembler, sans fausse note.

👁️ Tempo :

La tournée de l'équipe projet Tempo venue nous rendre visite dans nos antennes prend fin. Force a été de constater que, selon le binôme présentant Tempo aux salarié-es, les discours ont pu être différents comme **Sud** le dénonçait dans [son liminaire](#).



Mais ! Oh surprise ! Lors de ce CSE, **Sophie Guillin** nous fait à son tour une nouvelle présentation. Il n'est plus question d'un 50mn ?!

Se sont-ils rendu compte en faisant leur tournée en région et en prenant en compte les avis des salarié-es qu'effectivement cela ne serait pas possible ?

Vous auriez perdu moins de temps si vous nous aviez consultés avant. On vous dit pourtant depuis très longtemps que réfléchir depuis Paris pour les régions est une grossière erreur.

Autre prise de conscience sur la question éditoriale : la nécessité de plus de clarté dans les conducteurs, avec un séquençage de l'information qui paraît désormais incontournable.

Faire des liens entre l'info régionale et nationale n'est pas aussi simple qu'il n'y paraît. Oui, cela aussi les salarié-es en région vous l'ont dit. Et puis, ce que nous ne cesserons de vous dire c'est que la visibilité pour le téléspectateur attaché à son info de proximité sera perdue dans ce projet et nous perdrons nos téléspectateurs.

Quant à la solution pour le "**A moyen constant**" ? Redéployer des postes du siège vers les régions ? Autant vous dire qu'il faudra faire croire qu'il y a la mer à Limoges ou l'océan à Dijon.

Sophie Guillin exprime qu'une forte réticence serait montrée par les salarié-es en région sur la possible mutation des salarié-es du siège. Alors non, pas vraiment, à condition que l'on nous envoie les postes dont nous avons besoin et de ne pas profiter de ces redéploiements



pour positionner des pseudo postes de "conseiller de programme" ou autre "coordinateur éditorial". Envoyez nous des scriptes, des JRI, des rédacteurs... nous saurons les accueillir comme il se doit et avec bienveillance.

👁️ **La santé ne tient qu'à un fil !**

La gestion de la prévention des risques dans le Réseau se fait... au fil de l'eau. Notamment en matière de risques psycho-sociaux. Les nombreuses alertes pour risques graves en témoignent.

Et le recours au prestataire ACCA laisse à désirer...

▶ **Des rapports ACCA accablants, car peu efficaces** : Ils sont le fruit d'enquêtes menées par des psychologues du travail. Les élu-es de la CCSCCT ont fait une synthèse de 3 rapports sur 7, remis par la direction, dont ceux de Metz, Rennes et Toulouse.

Ils sont bien en-deçà des attentes des salarié-es qui ont témoigné-es dans un contexte éprouvant. Ce que confirment les RP. Ces rapports tendent à minimiser leurs souffrances, ainsi que les responsabilités de la direction. Ils donnent bien souvent une vision édulcorée de la réalité.

▶ **Après ces rapports, le déluge !** Les préconisations semblent bien maigres, sans plans d'actions bien concrets.

Ainsi, la Charte du vivre ensemble ou un stage de communication non violente proposés au collectif paraissent des placebo dérisoires en réponse à des comportements de management violents et autoritaires.

Les élus constatent trop souvent qu'une fois terminée la restitution, l'action s'arrête aussi. Les élus réclament plus de suivi, avec un plan d'actions généralisé au réseau. **Il faut arrêter de mettre la poussière sous le tapis !**



Se pose **la question cruciale de l'indépendance** réelle du cabinet ?

Le directeur du réseau se veut rassurant : « *on se laisse une année d'exercice avec ACCA, puis nous ferons le point.* » Patience donc !

[Le rapport de la CCSCCT à lire ici.](#)

👁️ **Le handicap, encore un long chemin à parcourir :**

▶ **Que de l'affichage ?** Les accords signés par les syndicats de France Télévisions ne semblent pas suivis d'effets ou si peu : les travailleurs handicapés représentent 6,45 % de l'effectif total. Il est complexe d'extraire des chiffres pour le réseau. La direction les donne avec parcimonie.



Les personnes en situation de handicap doivent trop souvent montrer patte blanche : il leur faut régulièrement produire des justificatifs pour bénéficier des 6 jours de congés annuels auxquels elles peuvent prétendre pour honorer des rendez-vous médicaux.

Les demandes d'aménagement de poste sont aussi laborieuses : il faut au moins 2 ans d'attente avant qu'elles n'aboutissent. Aucune donnée n'a été transmise par la direction sur les aidants familiaux... Des aidants fantômes.

▶ **Des statuts en manque de reconnaissance et de considération ?** Un questionnaire sur le handicap, rédigé par le pilotage social à Paris, est mis à disposition jusqu'au 16 décembre prochain.

▶ **La commission diversité et handicap du réseau régional**, s'est réunie à la demande de la direction afin de présenter le bilan handicap 2021 de France 3.

- **Répartition selon le sexe à France 3** : 103 hommes pour 113 femmes (118 femmes pour 120 hommes au siège).

- Répartition par tranches d'âges (au niveau groupe) :
 - 30,7% des travailleurs handicapés ont entre 55 et 59 ans (vs 32,62% en 2020).
 - Environ 1,7% des TH ont moins de 30 ans (vs 2,48% en 2020)

La direction constate que les jeunes et plus particulièrement les jeunes femmes ne se déclarent pas. Il serait bon de comprendre pourquoi ?!

[Le compte-rendu à lire ici.](#)

👁️ Commission emploi et formation :

▶ Emploi :

Enfin de la reconnaissance pour les Gestionnaires d'antenne, l'avenant n° 19 de l'accord collectif met en place le métier de Coordinateur Gestion d'antenne.

Le réseau France 3 compte 27 gestionnaires d'antenne susceptibles d'entrer dans ce dispositif. Des compétences et une expertise enfin reconnues pour ce métier.

▶ Formation :

Beaucoup trop de salarié-es n'ont pas connaissance du catalogue des formations proposées. Ils sont censés être informés lors des entretiens annuels... à condition que ceux-ci aient lieu. De même, certains ne comprennent pas pourquoi leur demande de formation sont refusées. Il serait bon que les managers justifient les refus.

La direction s'engage à communiquer davantage pour faire connaître les formations susceptibles d'intéresser les salarié-es.

Certains salarié-es refusent des formations ayant lieu à Paris, car ils ne peuvent faire l'avance de frais que ces déplacements imposent.

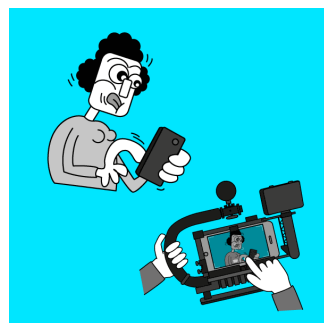
Concernant les formations prévention au harcèlement, les CDD ne sont pas pris en compte dans le dispositif, idem pour les formation UTS.

[Le compte-rendu à lire ici.](#)



👁️ Renouvellement du parc des caméras : une gestion décousue !

▶ **La charrue avant les bœufs** : Le renouvellement des caméras n'est plus massif comme en 2015, avec un nouveau parc Sony. Il se fait progressivement, avec des évolutions, l'arrivée de **petits nouveaux**, comme les kits UTS au nombre de 120 ou les Sony Alpha 7 (50 en tout), dont bientôt deux par antenne régionale.



Une arrivée **pas toujours suivie de formations**, lesquelles seront longues à mettre en place, ont déploré les élu-es. Alors, de beaux bijoux technologiques, comme les Alpha 7 dorment dans les placards, en attendant qu'on s'en empare...

La priorité, ce doit être toujours et encore le reportage de terrain et non une obsession de l'esthétisme !

▶ **Les limites de l'Alpha 7 et des UTS** : A l'heure où les équipes d'actu se voient imposer une mise à distance plus grande avec l'événement, les Alpha 7 sont d'un maigre secours, ont fait remarqué certains élu-es journalistes. Il faut adapter les boîtiers d'objectifs ad hoc pour avoir une focale longue. Une contrainte dans l'urgence. Quand aux UTS, ils sont peu performants en basse lumière.

Tous ces nouveaux outils permettent d'avoir une écriture différente, mais ils ne peuvent et ne doivent pas remplacer les caméras dans les reportages, ont rappelé les élu-es !

Ce n'est pas naturel de filmer avec un boîtier. Il existe un vrai problème d'ergonomie.

Les caméras grand capteur ne sont pas envisagées, pour l'instant.

Elles ne seraient pas encore sur le marché, d'après la direction du réseau.

Les élu-es, eux, pointent du doigt un train de retard récurrent...

► **Manque de concertation : on choisit... en vase clos ?** Les élu·es rappellent que le regard des personnels sur terrain, associé à celui des RP, est indispensable, sur le potentiel de l'outil et ses éventuels impacts sur la santé.

Le directeur de l'exploitation et des moyens du réseau, **Mickaël Friedrich**, s'en défend : l'avis des utilisateurs, JRI, OPV, est régulièrement pris en compte en ciblant des sites. Les chefs de centre y font appel à des volontaires.

► **Et que dire de la dégradation chronique du matériel** : les pieds de caméra et les petits équipements sont très usés. Et les chefs de centre sont trop dans l'attentisme pour renouveler ce parc vieillissant !

[Les élus ont voté une résolution à lire ici.](#)

👁️ **La situation à Antibes : à la recherche d'un apaisement.**

► **Petit rappel** : une tension chronique et persistante entre délégué·es syndicaux et le combat éprouvant mené contre le projet de déménagement ont généré un climat de crise.

Une expertise pour risque grave a été votée pour l'antenne d'Antibes, en novembre, par les élu·es du CSE et une enquête menée par le cabinet SECAFI est en cours.

L'apaisement est le maître-mot. La direction et les élu·es du CSCCT se sont déplacés dans l'urgence à Antibes les 29 et 30 novembre dernier pour présenter l'initiative de l'expertise aux salariés . « *Il faut dépassionner les échanges et ramener de la sérénité dans le collectif* », affirme la direction.

Deux élues de la CSCCT sont mandatées pour accompagner l'expertise, ainsi que la secrétaire adjointe du CSE réseau, Yvonne Roerhig, dont la désignation a été validée en CSE Réseau.

Nous vous souhaitons de joyeuses fêtes de fin d'année à toutes et à tous.

Prochain CSE les 25 et 26 janvier.

Si vous avez des questions, des doléances, contactez vos élu·e·s **Sud** au CSE : Nadia Adell, Romane Idres, Béatrice Mariani, et Jean-Yves Olivier ou les élu·e·s et représentant·e·s **Sud** en région.

Retrouvez les comptes-rendus et liminaires **Sud** sur notre site : <https://syndicatsudftv.fr/comite-social-economique/>



SUD Médias Télévision . syndicatsud@francetv.fr

Rejoignez nous sur notre site <https://syndicatsudftv.fr>